



Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23. rue LakanaL 34090 MontpelLier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Destruction des LP : organisons la résistance !

En 2009, la réforme du bac pro en 3 ans s'inscrivait dans une logique de réduction des coûts : en supprimant une année d'étude, l'enseignement professionnel sous statut scolaire a perdu 9000 postes d'enseignants titulaires et 100 000 élèves.

Dans le même temps, les filières sous apprentissage ont été créées et mises en concurrence avec la formation initiale. Les lycées professionnels sont devenus Lycées des Métiers, les discours d'entreprise ont pris une place centrale. Pour des élèves en situation de fragilité scolaire, la tentation était grande de quitter la formation initiale où ils étaient en échec pour l'apprentissage. L'alternance a été vendue aux élèves, aux familles, aux enseignants comme une solution magique dispensant notre institution de toute amélioration des conditions d'accueil et de réussite des élèves en difficultés et/ou issus des classes populaires.

La mixité des publics : apprentissage, formations initiale, GRETA... a été introduite en LP, dessinant l'horizon des dispositifs de formation à venir, sans provoquer de grandes résistances. Les primes perçues par le personnel d'encadrement ont joué un rôle incitatif. Le discours managérial répété ad nauseam a fait le reste.

La réforme Blanquer de 2019 imposée à marche forcée, instaurait des dispositifs inégaux et opaques, prétendument innovants, promouvant un pseudo travail d'équipe et l'esprit d'entreprise. L'enseignement des matières générales a été réduit à la portion congrue : les heures cumulées de maths- sciences, français, arts appliqués, langues histoire-géographie et enseignement moral et civique représentent désormais entre 5.5 et 9 heures hebdomadaires selon les sections au lieu de 15 heures en moyenne avant la réforme. Le lycée professionnel en est sorti essoré et Macron peut bien feindre aujourd'hui de s'indigner, les difficultés d'insertion des jeunes : la faute au lycée professionnel ? C'est le résultat d'un travail de sape poursuivi méthodiquement par son gouvernement.

A L'automne 2022, la mesure phare de C. Grandjean, N'Diaye et Macron : l'augmentation de 50 % des périodes de stage a été massivement rejetée et le gouvernement a reculé. Alors que la mobilisation contre les retraites se poursuit, Macron revient à la charge et pour détourner l'attention, présente sa réforme qui achève le lycée professionnel :

- La « réforme » prévoit une augmentation de 50 % des périodes de stage pour les élèves de terminale qui ne souhaitent pas poursuivre leurs études. C'est une orientation forcée déguisée car ce sont les élèves les plus pauvres qui seront attirés par les semaines de stage supplémentaires et la promesse d'une rémunération.
- Les élèves stagiaires seraient indemnisés de 50 à 100 euros par semaine, soit entre 1.42 et 2.86 euros de l'heure. Macron crée une nouvelle catégorie de travailleurs pauvres. Cette rémunération sera financée par l'argent public. Dans un contexte de pénurie de main d'œuvre, il s'agira d'offrir aux patrons une main d'œuvre jeune, docile, corvéable et mal payée avec de l'argent public.
- Le ministère impose une révision de la carte des formations. Celle-ci devra répondre aux besoins des entreprises locales et des secteurs en tension. Rendre l'enseignement professionnel dépendant du bassin de l'emploi, c'est assujettir les élèves au tissu économique local et les assigner à résidence géographique.
- Le ministère planifie la fermeture des formations qui ne débouchent pas sur une insertion professionnelle immédiate, majoritairement dans le secteur tertiaire. Or c'est dans ces formations que sont scolarisées la majorité des filles qui suivent leur cursus en LP. Ces fermetures s'apparentent à un véritable plan social, d'autant plus brutal que les enseignants apprennent dans les médias qu'elles seraient effectives dès le mois de septembre. A cette violence et ce mépris s'ajoutent les propos du ministre : Les personnels qui ne sont "pas nécessairement compétents pour enseigner dans des filières complètement différentes" pourront aller dans le premier degré ou au collège où, si l'on suit la logique du ministre, il n'y a pas besoin de compétences spécifiques et où chacun-e est interchangeable.
- Le gouvernement veut imposer aux enseignants un pacte qui se traduira non par une revalorisation des rémunérations mais par un surcroît de travail. Le pacte c'est l'annualisation des missions, la gestion de la mixité des publics, une attaque contre le statut des PLP....**Nous appelons les collègues à refuser de signer le pacte,**

Nous refusons les réformes qui détruisent les lycées professionnels et les projets qui subordonnent l'école aux intérêts des patrons,

Nous réaffirmons notre attachement à un service public d'éducation aux objectifs émancipateurs,

Nous appelons les collègues à se réunir en heures syndicales, en AG pour débattre, et organiser un large refus de ces réformes destructrices dans les établissements et dans la rue.